



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 25 septembre 2025

FOCUS: LE COMMERCE BILATERAL ENTRE LE VENEZUELA ET LA COLOMBIE REPREND DES COULEURS. 2

Bolivie 3

Les recettes issues de YPFB chutent de 26,4 % entre janvier et août. 3

Colombie 3

En juillet, la croissance annuelle atteint 4,3 %, bien au-delà des prévisions. 3

La Chine penche pour se positionner comme le premier fournisseur de la Colombie en 2025.

Le déficit commercial de la Colombie atteint 1,7 Md\$ en juillet. 3

Le déficit budgétaire cumulé atteint 4,3 % du PIB en juillet, un record depuis la pandémie. 4

Équateur 4

L'institut national des statistiques confirme une stagnation du marché du travail. 4

L'indice de risque pays repart à la hausse et atteint 761 pdb. 5

Guyana 5

ExxonMobil annonce investir dans son 7^e projet pétrolier « Hammerhead ». 5

Pérou 5

La croissance du PIB est réévaluée à la hausse : 3,2 % prévus pour 2025. 5

Le Pérou et le Chili associent leurs forces pour conquérir 51 % du marché mondial du cuivre. 5

Suriname 6

La nouvelle présidente rencontre son homologue guyanien pour relancer la coopération bilatérale. 6

Venezuela 6

L'Assemblée nationale approuve le traité de partenariat stratégique et de coopération entre le Venezuela et la Russie. 6

Les ventes de voitures progressent de 109% sur les huit premiers mois de l'année. 6

La licence spéciale délivrée par l'OFAC à Chevron limite les exportations de pétrole vers les États-Unis. 7

Focus : le commerce bilatéral entre le Venezuela et la Colombie reprend des couleurs.

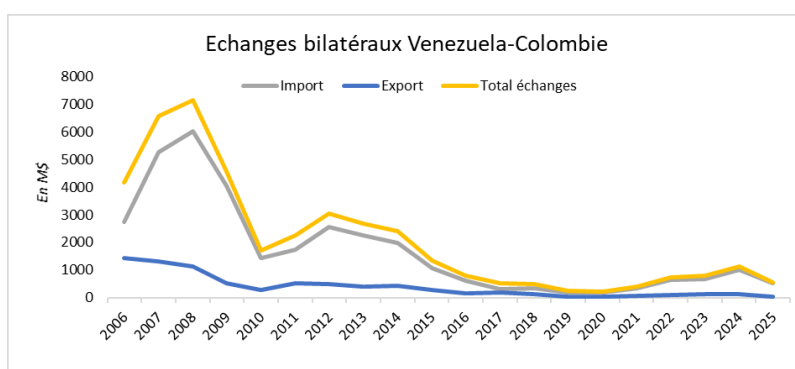
Les relations entre la Colombie et le Venezuela, qui partagent une frontière de 2 219 kilomètres, ont connu de nombreux soubresauts entre 2009 et août 2022. Outre la crise économique sévissant au Venezuela sous l'effet des sanctions états-uniennes, ces soubresauts ont eu un impact considérable sur les échanges commerciaux bilatéraux, qui ont chuté de 97 % entre 2008 et 2020, pour passer d'un pic de 7,1 Md\$ FOB en 2008 à 221,7 M\$ FOB en 2020. A partir de 2022, suite à l'impulsion politique donnée par les présidents des deux pays, les relations commerciales se sont renforcées. Selon les chambres binationales vénézuélienne (CAVECOL) et colombienne (Comvenezuela), les échanges commerciaux devraient atteindre 1,5 Md\$ FOB en 2025, affichant une nette progressions mais s'ils ne représentent que 21 % de leur niveau de 2008.

Le Venezuela et la Colombie sont liés par des accords bilatéraux. En 2006, le Venezuela a quitté la Communauté andine, zone de libre-échange entre la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Venezuela, pour adhérer au Mercosur. Les relations commerciales bilatérales ont toutefois été préservées grâce à l'accord commercial préférentiel bilatéral négocié en 2012. Par ailleurs, un accord de promotion et de protection réciproques des investissements a été signé entre la Colombie et le Venezuela en février 2023.

La structure des échanges entre la Colombie et le Venezuela est asymétrique. Tandis que le Venezuela importe de Colombie principalement des produits finis à grande valeur ajoutée (plastiques, produits alimentaires, huiles essentielles, parfums et cosmétiques, vêtements et matériaux électriques, etc.), la Colombie se source essentiellement au Venezuela de produits primaires à faible valeur ajoutée (engrais, métaux de base et produits chimiques, fonderie, fer et acier, ciment, charbon, etc.).

Si cette reprise du commerce bilatéral ouvre de nouvelles opportunités pour les exportateurs vénézuéliens, elle met en exergue en même temps le besoin urgent d'une transformation de la structure exportatrice du pays. Le manque de crédit, les divergences de taux de change et un appareil industriel partiellement vétuste empêchent une concurrence équitable avec les produits colombiens.

La forte porosité de la frontière entre les deux pays alimente par ailleurs un phénomène persistant de contrebande. Ainsi, 30 % des produits vendus dans l'Etat frontalier de Tachira viennent de Colombie sans être déclarés et 40 % des pommes de terre vendues au Venezuela seraient issus de la contrebande. En août, dans l'État de Trujillo, 200 tonnes de pommes de terre colombiennes auraient saturé le marché à un prix de 15\$ le sac, prix inférieur au prix de production au Venezuela. La contrebande, notamment de produits alimentaires (œufs, fruits, boissons et spiritueux) seraient réalisée en petites quantités afin d'échapper aux contrôles. Cette contrebande mine le marché vénézuélien, déjà déprimé, au détriment des agriculteurs et industriels locaux.



*2025 : seul 1er semestre.

Bolivie

Les recettes issues de YPFB chutent de 26,4 % entre janvier et août.

YPBF a vu ses recettes chuter de 26,4 % en g.a. sur les huit premiers mois de l'année.

L'entreprise pétrolière demeure toutefois la principale contributrice aux finances publiques boliviennes, avec 401 M\$ (2,7 Md BOB), soit 8,8 % du total des recettes contre 13,4 % en 2024. La brasserie bolivienne *Cervecería Boliviana Nacional* (CBN) est la deuxième plus importante contributrice avec 286 M\$ (1,8 Md BOB ; 5,9 %).

Dans le même temps, les recettes nominales ont augmenté de 11,4 % sur la période (4,5 Md\$; 31,5 Md BOB). Pour rappel, l'inflation annuelle se situait à 24,15 % en août 2025. Le nombre de contribuables a augmenté de 1,6 % (507 343 contribuables).

Colombie

En juillet, la croissance annuelle atteint 4,3 %, bien au-delà des prévisions.

En juillet, l'indice de suivi de l'économie, proxy de l'estimation de la croissance, a atteint 4,3 % en g.a (4,1 % en tenant compte de l'effet saisonnier). Par rapport au mois de juin, l'indice croît de 2,9 %, sa croissance mensuelle la plus élevée sur l'année.

Cette croissance est portée par les dépenses des administrations publiques et du secteur des loisirs (1,7 pp) et du commerce (1,4 pp). Les secteurs de l'administration publique et du loisir connaissent une croissance de 7 %, pour 6,7 % pour le secteur commercial. Le secteur primaire se contracte (-1,6 % par rapport à juillet 2024), du fait de la chute de la valeur de la production de charbon (-14,2 %) et de pétrole et gaz (-5,7 %).

Cette dynamique pourrait se poursuivre alors que les premiers chiffres signalent une augmentation de la consommation des ménages de 4,6 % en g.a. en août.

Le dynamisme de la consommation des ménages est issu du niveau élevé de *remesas*, qui abondent le budget des ménages, et de hauts niveaux de crédits (cf. [Focus semaine 34](#)). Cette consommation s'est avant tout tournée vers les biens durables et semi-durables.

La Chine penche pour se positionner comme le premier fournisseur de la Colombie en 2025.

Selon l'institut statistique colombien (DANE), les importations issues de Chine ont augmenté de 25 % en valeur au S1 2025, en glissement annuel, pour s'établir à 1,4 Md\$ (+25 % en g.a.).

Selon le chef de *Credicorp*, Daniel Velandia, la hausse des importations chinoises s'explique par le facteur prix, mais également par les tensions commerciales avec les Etats-Unis. En effet, l'acier et l'aluminium sont frappés par des droits de douanes de 50 % imposés depuis juin 2025. La Chine redirige donc ses exportations vers d'autres marchés, dont la Colombie, où ces produits arrivent à des prix compétitifs..

Cette arrivée massive de produits chinois peut sembler favorable aux consommateurs, mais elle exerce une pression directe sur l'industrie nationale, en particulier dans la sidérurgie. **En Colombie, le fil machine** (produit semi-fini servant de matière première) **est taxé à 35 % à l'importation, contre 10 % pour le fil de fer** (produit déjà transformé). créant une protection effective négative : le produit transformé est donc 25 % de moins taxé que le produit brut. Selon le président de la *Chambre colombienne de l'acier* (Camacero), David Barros, **il devient alors plus avantageux d'importer le produit fini que de le transformer localement, au détriment de l'industrie nationale.**

Le déficit commercial de la Colombie atteint 1,7 Md\$ en juillet.

Au mois de juillet, le déficit commercial de la Colombie se creuse de -53,8 % par rapport à juin pour atteindre 1,7 Md\$ (contre 1,1 Md\$ en

juin). Par rapport au mois de juillet 2024, le déficit augmente de 173 %. Entre janvier et juillet, le déficit commercial atteint 8,9 Md\$ (+60,5 % en g.a.).

Les exportations se contractent (-4,1 % en g.a. ; 4,4 Md\$ FOB) alors que les importations augmentent significativement (+16,9 % ; 6,1 Md\$ FOB). La baisse des exportations est principalement due à la chute des exportations de combustibles (-25,6 %), particulièrement de charbon (-45,8 %). Elle est toutefois contrebalancée par le dynamisme des exportations agricoles (+31,8 %), notamment de café (+70 %). Côté importations, le secteur manufacturier demeure le principal secteur importateur avec 29,8 Md\$, suivi par l'agriculture (5,8 Md\$)

La Chine prend une place de plus en plus importante dans les importations colombiennes (cf. *infra*) : le pays est devenu le principal fournisseur de la Colombie (26,5 % des importations entre janvier et juillet), en augmentation de +24,7 % (en g.a.). Le déficit commercial avec la Chine atteint -9 Md\$ sur l'année. Les Etats-Unis, traditionnellement le 1^{er} fournisseur, passe à la deuxième place avec 24,3 % des importations. Les véhicules sont le principal bien importé de Chine.

Le déficit budgétaire cumulé atteint 4,3 % du PIB en juillet, un record depuis la pandémie.

En juillet, la Colombie a enregistré un déficit budgétaire cumulé de 4,3 % du PIB, un niveau inédit depuis 2020 (4,2 %), et bien supérieur à la moyenne des sept premiers mois de 2024 (3,4 %).

Ce creusement est en partie dû à la hausse des dépenses publiques (14,7 % du PIB, contre 13,9 % en 2024), alors que les recettes s'élèvent à 10,5 %, un chiffre stable par rapport à 2024. Sur la même période, le déficit primaire atteint -1,4 % du PIB contre -0,7 % à la même période l'année dernière. Ce résultat représente 60 % de l'objectif fixé par le Marco

Fiscal de Mediano Plazo (MFMP) pour la fin de l'année 2025 (2,4 %).

Selon la banque Itaú, la conjoncture budgétaire actuelle devrait conduire à un déficit nominal de 7,5 % du PIB en 2025 (contre 6,7 % en 2024, et une prévision de 7,1 %), avec un déficit primaire attendu à 2,7 %.

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	3,1%	41,2%	1881
Change USD/COP	0,3%	-7,2%	3904
Change EUR/COP	-0,9%	-2,3%	4549
Prix du baril (Brent, USD)	2,4%	-3,1%	69,14

Équateur

L'institut national des statistiques confirme une stagnation du marché du travail.

Les derniers chiffres de l'Institut National des Statistiques et du Recensement (INEC) d'août 2025, confirment une stagnation du marché du travail, sans variation significative par rapport à l'année précédente.

L'emploi « adéquat » au sens de l'INEC, c'est-à-dire les personnes percevant un salaire égal ou supérieur au minimum et travaillant plus de 40 heures par semaine, a augmenté, passant de 2,95 millions de personnes en août 2024 à 3,13 millions de personnes en août 2025, bien qu'il ait diminué par rapport à juillet 2025 (3,30 millions). Le chômage, quant à lui, concernait 320 031 personnes en août 2025, soit 23 964 de moins qu'en août 2024, mais 38 934 de plus qu'en juillet 2025.

Le secteur public représente désormais une part très faible de la création d'emplois, créant seulement 7 % des nouveaux postes de travail, tandis que le secteur privé en crée 93 %. En effet, en juillet, le gouvernement a lancé un processus de réduction d'effectifs, prévoyant la suppression de 5 000 postes dans la fonction publique, le secteur de la sécurité sociale et d'autres administrations.

L'indice de risque pays repart à la hausse et atteint 761 pdb.

Le 18 septembre dernier, l'indice de risque pays (EMBI) de l'Équateur a atteint 761 points de base, marquant une hausse de 89 pdb en trois jours. Cette augmentation est survenue après l'annonce du gouvernement de supprimer les subventions au diesel - une décision qui a provoqué des tensions sociales croissantes - et de l'annonce d'un référendum pour convoquer une Assemblée Constituante.

Le 12 septembre, juste après cette annonce, le risque pays avait atteint son niveau le plus bas depuis octobre 2019, en dessous de 700 pdb. Initialement, les marchés ont réagi positivement, avec une baisse de l'indicateur à 672 pdb le 15 septembre. Cependant, dès le 16 septembre, l'indicateur a repris sa hausse, atteignant 761 pdb le 18/9, notamment après l'annonce d'un mouvement de grève par le mouvement indigène. Depuis la réélection de Daniel Noboa en avril de cette année, le risque pays avait globalement diminué, passant sous la barre des 1 000 pdb en juin.

Guyana

ExxonMobil annonce investir dans son 7^e projet pétrolier « Hammerhead ».

ExxonMobil a annoncé sa décision finale d'investissement pour son 7^e projet pétrolier dans le bloc Stabroek. La « première huile » devrait arriver au deuxième trimestre de 2029. Le projet Hammerhead devrait produire 150 000 barils par jours (bpj), pour des réserves évaluées à 445 M de barils.

L'investissement d'ExxonMobil dans le projet Hammerhead est de 6,8 Md\$, portant le total des investissements pétroliers de l'entreprise étatsunienne au Guyana à 60 Md\$. Exxon détient 45 % du bloc Stabroek, qu'il partage avec Hess (récemment racheté par Chevron, États-Unis, 30 %) et CNOOC (Chine, 25 %).

Pérou

La croissance du PIB est réévaluée à la hausse à 3,2 % pour 2025.

Dans son rapport sur l'inflation de septembre 2025, la Banque centrale (BCRP) a annoncé la mise à jour de sa prévision de croissance pour l'année 2025 à 3,2 %. Cette révision à la hausse (3,1 % prévu en juin) s'appuie principalement sur le dynamisme de la consommation et l'investissement privé.

En analysant les composantes du PIB par type de dépense, le rapport indique que la demande intérieure devrait augmenter de 5,1 % en 2025. Cette progression serait soutenue par l'investissement privé, qui devrait croître de 6,5 %, et la consommation privée, avec une augmentation de 3,5 %.

Dans ce cadre, la BCRP souligne que le Pérou se positionnera comme l'une des économies les plus dynamiques de la région, dépassant la croissance attendue de la Colombie (2,7 %), du Chili (2,3 %), du Brésil (2,2 %) et du Mexique (0,3 %). Pour sa part, le ministère de l'Économie et des Finances a présenté le Cadre Macroéconomique Pluriannuel (MMM) 2026-2029, qui prévoit une croissance du PIB péruvien de 3,5 % en 2025. Entre 2026 et 2029, l'économie progresserait à un rythme moyen de 3,2 %, en partie grâce aux investissements miniers et aux nouveaux (PPP).

Le Pérou et le Chili associent leurs forces pour conquérir 51 % du marché mondial du cuivre.

Dans le cadre de la Convention minière PERUMIN 37, le ministre de l'Énergie et des Mines, Jorge Luis Montero, a annoncé le « Projet 51 », une initiative qui réunira le Pérou et le Chili dans un objectif commun : conquérir le marché mondial du cuivre et fournir 51 % des besoins mondiaux de ce métal au cours des 15 prochaines années.

Le ministre a souligné que l'objectif n'est pas seulement d'exporter des concentrés ou des cathodes, mais également de produire et de vendre directement des produits à haute valeur ajoutée à base de cuivre aux constructeurs automobiles, à la NASA et aux entreprises de haute technologie.

De même, le ministre a souligné que les entreprises opérant au Pérou et au Chili travaillent déjà de manière intégrée, ce qui facilitera le projet. Il convient de souligner que cette alliance s'inscrit dans le cadre de la récente signature du protocole d'accord avec la ministre chilienne des Mines, Aurora Williams.

Suriname

La nouvelle présidente rencontre son homologue guyanien pour relancer la coopération bilatérale.

La présidente du Suriname, Jenifer Simons, et son homologue du Guyana, Irfaan Ali, se sont rencontrés le 13 septembre dernier à Nickerie (Suriname), pour renforcer les liens entre les deux pays autour de la coopération pétrolière, des infrastructures et des enjeux frontaliers.

La priorité concerne le développement pétrolier, secteur clé pour les deux pays qui cherchent à coopérer. Les deux dirigeants ont également évoqué la construction d'un pont transfrontalier, destiné à faciliter les échanges commerciaux et humains.

Venezuela

L'Assemblée nationale approuve le traité de partenariat stratégique et de coopération avec la Russie.

Le Venezuela et la Russie ont célébré 80 ans de relations bilatérales en signant un **Traité de partenariat stratégique et de coopération** qui

visé notamment les affaires politiques, économiques, l'énergie, la finance, la coopération scientifique et technologique, la santé, l'agriculture, ainsi que la sécurité et la défense. L'Assemblée nationale a approuvé en première lecture le projet visant à convertir ce traité en loi.

Les relations entre les deux pays se sont intensifiées en 2001 lors de la première commission intergouvernementale de haut niveau (CIHN). Depuis, cette commission s'est réunie à 17 occasions et 350 accords ont été conclus. **Ce partenariat a permis la réalisation de prêts d'État à État, représentant des investissements de 34 Md\$** jusqu'en 2018, date à laquelle les prêts ont été arrêtés.

Signe de ce partenariat, des entreprises mixtes, notamment dans le secteur pétrolier, ont été créées : Petromiranda, Petrovictoria, Petroperijá, Boquerón et Petromonagas. Le secteur minier est également concerné avec deux entreprises russes disposant de concessions aurifères dans l'État de Bolívar, exemptes du cadre de la loi anti-blocus.

En 2024, les échanges commerciaux ont dépassé le milliard de dollars, un niveau précédemment atteint en 2014. Le Venezuela exporte notamment du rhum, des fruits, du cacao, des graines, du poisson et du marbre. Le pays importe de Russie essentiellement des machines, équipements, véhicules, du blé, de la cellulose et des panneaux électriques. Cependant, les exportations russes vers le Venezuela ne représentent que 0,28 % de l'ensemble des exportations russes, de même que les importations en provenance du Venezuela ne représentent que 0,003 % des importations de la Russie.

Les ventes de voitures progressent de 109 % sur les huit premiers mois de 2025

Entre janvier et août 2025, les ventes de voitures ont augmenté de 108,6 % en g.a. pour atteindre 21 024 unités. D'ici la fin de l'année 2025, près de 30 000 voitures devraient être

vendues (+70 % par rapport à 2024 avec 17 558 unités). Le parc automobile vénézuélien est estimé à 4 millions d'unités avec une moyenne d'ancienneté de 22 ans. Les marques les plus vendues sont Toyota (7 991 unités) et JAC Motors (7 689 unités).

La licence spéciale délivrée par l'OFAC à Chevron limite les exportations de pétrole vers les États Unis.

L'actuelle licence obtenue par Chevron interdit tout paiement de redevances et de taxes en devises au gouvernement vénézuélien. L'entreprise réalise donc ses paiements en barils de pétrole, limitant la quantité de pétrole exportée vers les États-Unis. Cela résulte en une réduction de 50 % des 240 000 barils de brut produits quotidiennement par la *joint-venture* entre Chevron et PDVSA.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md USD)	PIB/hab. à prix courants (m USD)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	56,3	4,5	1,3	1,1	-2,5	92,4	108	+5	15,6
Colombie	53,1	427,8	8,1	1,7	2,4	-2,3	59,7	83	+2	4,1
Equateur	18,1	125,7	6,9	-2,0	1,7	3,4	55,0 (2024)	88	+1	3,4
Guyana	0,8	25,8	32,3	43,6	10,3	8,9	27,7	89	+6	4,2
Pérou	34,4	303,3	8,8	3,3	2,8	1,7	33,7	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,9	3,0	3,2	-34,0	86,6	114	+2	7,4
Venezuela	26,7	108,5	4,1	5,3	-4,0	0	164,2 (2024)	121	0	254,4
Argentine	47,6	683,5	14,4	-1,7	5,5	-0,4	73,1	47	0	20,0
Brésil	213,4	2 126,0	10,0	3,4	2,0	-2,3	92,0	84	+2	5,3
Chili	20,2	343,9	17,0	2,6	2,0	-2,0	43,0	45	0	3,9
Mexique	133,4	1 692,6	12,7	1,5	-0,3	-0,5	60,7	81	+3	3,4

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtrésor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Xavier FOUVET, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)